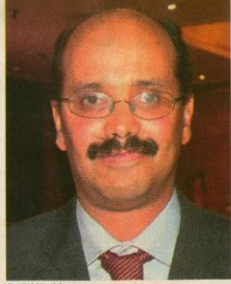




Moulay Hafid El Alamy.



Nezha Lahrichi.



Khalid Hariri.



Salwa Karkri.



Ahmed Chamli.

## Le programme économique de l'USFP présenté au Patronat

**L**e programme économique de l'USFP porteur d'un projet de société ambitieux, réaliste et juste". C'est ainsi que Mohamed Elyazghi, 1er secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires a introduit, lundi à Casablanca, la rencontre entre le Conseil national de l'Entreprise et son parti autour du programme économique de l'USFP.

Mohamed Elyazghi a mis en exergue l'intérêt accordé par le patronat au programme qui sera présenté aux élections de septembre 2007. Cela dénote, a-t-il dit, de la conscience des opérateurs économiques quant au processus de la démocratisation du Maroc et de ses institutions. C'est aussi, selon lui, "un indicateur positif à même de consolider la démocratie, d'enraciner la modernité et de suivre la voie de la solidarité pour résoudre tous les problèmes qui demeurent posés".

Réponse de Moulay Hafid El Alamy, président

de la CGEM: "L'économie a une certaine importance dans la gestion du pays. De ce fait, c'est, pour nous, un moment très fort, car les partis politiques ont consacré un temps à la préparation de programmes économiques. Certes des divergences existent mais nous partageons plusieurs avis et analyses". Le patron des patrons a exprimé, lors de ce débat, certaines réserves mais aussi son adhésion à plusieurs propositions défendues par l'USFP.

Au niveau fiscal, le président de la CGEM a clairement souligné que "la fiscalité est un frein au développement économique du pays". Concrètement, l'impôt sur les sociétés (IS) reste, selon lui, assez élevé et la réduction des taux n'est pas synonyme de déstabilisation du budget de l'Etat. La même remarque est valable pour l'IR qui est loin de renforcer la compétitivité des entreprises ni d'améliorer le pouvoir d'achat et la

demande intérieure.

Sur un autre volet, le patronat a attiré l'attention sur la nécessité de procéder de toute urgence à une actualisation d'un certain nombre de dispositions du code de travail.

Or, il n'y a pas que des divergences. Plusieurs convergences existent entre les deux parties, tandis que le temps consacré à la présentation dudit programme n'a pas permis de tout dévoiler.

A titre d'exemple, l'USFP "est ouvert sur une remise à niveau de la fiscalité de manière négociée et concertée". A titre d'illustration, l'USFP est favorable à une baisse progressive du taux de la TVA pour éliminer l'informel.

Sur un autre registre, le patronat est d'accord sur la nécessité de renforcer l'arbitrage et la conciliation. Il revendique, toutefois, la nécessaire restructuration de l'appareil judiciaire. C'est, d'ailleurs, l'une des revendications majeures des investisseurs.

Par ailleurs, les concepteurs du programme économique de l'USFP sont sans ambiguïté: "Aucune réussite économique ou financière ne

allie une politique de l'offre à une politique de la demande.

A noter que trois objectifs principaux sont à atteindre par ce programme, ont tenu à expliquer, par la suite, les membres de la commission Programme de l'USFP: doubler le PIB par habitant à l'horizon 2010, créer 2 millions de postes d'emplois dans 5 ans et diviser par 2 le nombre de pauvres dans dix ans.

Pour ce qui est de l'entreprise, le programme définit quelques mesures pour accélérer et régionaliser le plan "Emergence", propose un plan pour le développement de nouvelles activités industrielles et un plan "Badiat El Moustakbal" pour la reconversion de la grande culture: élevage, coopératives et expertise.

Le programme propose aussi une mise à niveau de la fiscalité de manière négociée et concertée, la réduction de 5% du taux de l'impôt sur le revenu pour les bas salaires et la multiplication des dépenses pour la recherche et développement en leur consacrant 1,5% du PIB.

